



Synthèse des pièces justificatives communiquées dans le dossier de demande d'agrément Mon Accompagnateur Rénov' au titre de l'article L. 232-3 du code de l'énergie par les demandeurs mentionnés au I de l'article R. 232-5 du code de l'énergie et ne bénéficiant pas de la procédure dérogatoire

La demande d'agrément Mon Accompagnateur Rénov' au titre de l'article L. 232-3 du code de l'énergie comporte un récapitulatif de la demande d'agrément comprenant une synthèse des pièces communiquées (13 de l'annexe V de l'arrêté du 21 décembre 2022 modifié relatif à la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat).

Les demandeurs mentionnés au I de l'article R. 232-5 du code de l'énergie et ne bénéficiant pas de la procédure dérogatoire mentionnée au II de l'article précité sont :

- les titulaires du signe de qualité visé au b du 2° du II de l'article 1^{er} du décret n° 2018-416 du 30 mai 2018 (auditeurs énergétiques) ;
- les titulaires du signe de qualité mentionné au II de l'article 1^{er} du décret n° 2014-812 du 16 juillet 2014 pris pour l'application du second alinéa du 2 de l'article 200 quater du code général des impôts et du dernier alinéa du 2 du I de l'article 244 quater U du même code, pour la catégorie de travaux visée au 17° du I de l'article 1^{er} du décret précité (RGE « offre globale ») ;
- les sociétés de tiers-financement au sens du 8 de l'article L. 511-6 du code monétaire et financier.

Le dossier de demande d'agrément déposé par ces demandeurs doit contenir toutes les pièces mentionnées à l'annexe V de l'arrêté du 21 décembre 2022 modifié précité.

1. Informations générales du demandeur

Nom et prénom du demandeur (personne physique)

Raison sociale ou dénomination du demandeur (personne morale)

Numéro de SIREN

Adresse du siège social

Nature juridique

SEM, SAS, SASU, SARL, entrepreneur individuel, etc.

Nom, prénom et qualité du signataire de la demande

Pour les entreprises

Statuts de la structure candidate

Par exemple, l'objet de la structure candidate décrit dans la pièce « Statuts »

Date de création de la structure candidate

Liste des membres du conseil d'administration et du personnel de direction

Par exemple, la liste des personnes occupant une fonction de président, de vice-président ou de directeur général au sein de la structure candidate

Pour les entreprises individuelles

Attestation du nombre d'employés signée par le dirigeant de la structure candidate

Nombre total d'employés de la structure candidate

Attestation de numéro d'immatriculation de l'Union de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF)

Numéro d'immatriculation URSSAF de la structure candidate

Extrait de l'annuaire du bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC)

Nombre de procédures en cours et leur nature

Date de création de la structure candidate

2. Éligibilité du demandeur

Preuve que le demandeur répond à l'une des conditions mentionnées au 1° du I de l'article R. 232-5 du code de l'énergie

Le demandeur indique dans cette case que la structure candidate est un auditeur énergétique une entreprise RGE « offre globale » ou une société de tiers-financement

3. Condition de compétence

Nombre de personnes consacrées à temps plein ou partiel à la mission d'accompagnement

Nombre de personnes à temps plein ou à temps partiel (ETP) en charge de réaliser les prestations d'accompagnement

Démonstration de la mise en place d'un système de gestion des compétences incluant un plan de formation

Par exemple, les titres et diplômes de niveau I, II et III dans le domaine de la maîtrise de l'énergie détenus par les salariés du demandeur (3 diplômes maximum), les formations à l'accompagnement technique de la rénovation énergétique suivies par les salariés du demandeur (3 formations maximum), etc.

Références justifiant la capacité de réalisation d'un accompagnement de nature administratif, financier et technique, et le cas échéant des missions d'accompagnement renforcé

*Par exemple, les types de bâti rénovés dans les références jointes à la demande d'agrément (ex.: rénovation énergétique d'une maison construite dans les années 1970)
Indiquer, le cas échéant, les missions d'accompagnement renforcé réalisées*

Méthodologie proposée pour l'accompagnement des ménages

Par exemple, la méthodologie développée pour l'accompagnement technique, l'élaboration du plan de financement, l'aide au montage du dossier de demande de subvention

Attestation sur l'honneur de suivre un plan de formation complémentaire aux compétences requises et cohérent avec les missions de l'accompagnateur

Par exemple, la date de signature de l'attestation et la qualité du signataire

4. Preuve du niveau d'activité

Liste des implantations territoriales

Nombre d'implantations territoriales

Modalités de réalisation de l'accompagnement

Le demandeur indique dans cette case les missions sous-traitées

Copie des contrats de sous-traitance existants

Indiquer les principaux sous-traitants (nom et numéro de SIREN)

Part de l'activité prévisionnelle du demandeur liée directement ou indirectement à l'accompagnement

Part de l'activité que représentera l'activité d'accompagnateur Rénov' et nombre d'employés consacrés à cette activité

Programme d'activité prévisionnel sur trois ans

Par exemple, le nombre d'accompagnements prévus dans les trois prochaines années (obligatoires, renforcés et/ou facultatifs)

5. Critère de neutralité et d'indépendance

Structure du capital du demandeur

Par exemple, les personnes morales et physiques détenant plus de 25% du capital de la structure candidate

Rapport d'activité des trois dernières années

Par exemple, les autres activités du demandeur sur les trois dernières années

Organigramme présentant les fonctions des employés et permettant de prouver que le demandeur ne réalise pas ou n'est pas en capacité d'exécuter directement un ouvrage

Par exemple, la personne responsable de l'activité d'accompagnateur Rénov' au sein de la structure candidate

Système qualité et contrôle interne mis en place pour démontrer la neutralité du demandeur vis-à-vis des entreprises et technologies recommandées

Le demandeur indique par exemple dans cette case les mesures prises pour garantir la neutralité vis-à-vis des entreprises et technologies recommandées

6. Absence de condamnations ou de situations proscrites du demandeur

Attestation sur l'honneur indiquant l'absence de condamnations ou situations proscrites par le IV de l'article R. 232-4 du code de l'énergie ou autre élément justificatif

Par exemple, la date de signature de l'attestation et la qualité du signataire

7. Régularité fiscale et sociale

Attestation de régularité fiscale

Par exemple, la date de signature de l'attestation et la qualité du signataire

Attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF

Par exemple, la date de signature de l'attestation et la qualité du signataire

8. Choix du périmètre de référencement

Déclaration relative au périmètre d'intervention (infra-départemental, départemental, régional ou national)

Le demandeur indique par exemple dans cette case les départements dont dépendent les implantations territoriales de la structure candidate (ex.: l'agence Sud-Ouest accompagne des dossiers dans l'ensemble des départements des régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie)

9. Justification des capacités financières du demandeur

Comptes financiers des trois dernières années

Par exemple, le chiffre d'affaires du demandeur

Budget prévisionnel de l'année en cours

Par exemple, le chiffre d'affaires prévisionnel du demandeur

Attestation d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes

Attestation comprenant notamment le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement, le ratio d'endettement et la capacité d'autofinancement et de remboursement du demandeur

10. Attestation d'engagement à fournir annuellement un rapport d'activité

Attestation d'engagement à fournir annuellement un rapport d'activité

Par exemple, la date de signature de l'attestation et la qualité du signataire